

Commission Système financier et financement de marché, 15 mai 2025

L'utilisation des données alternative au service des diagnostics économiques de court terme : avis Cnis + quelques sources et travaux statistiques de référence

Version du 23/04/24, peut être amendée ou complétée

Thème principal : avis n° 10 : Faciliter l'utilisation de données alternatives pour améliorer les prévisions et diagnostics économiques

La crise sanitaire de 2020 a confirmé, s'il en était besoin, l'utilité de la prévision à très court terme (nowcasting) pour aider les décideurs publics à s'adapter au mieux à la situation économique et sociale.

Le Conseil salue les investigations menées par la statistique publique pendant la crise sanitaire pour utiliser de nouvelles sources de données afin d'améliorer le diagnostic rapide de certaines grandeurs économiques.

Il encourage la consolidation des travaux menés sur l'utilisation des données à haute fréquence en complément des données d'enquêtes et des sources administratives. Il recommande que ces données soient systématiquement rapprochées des statistiques publiques et de leurs concepts et que des études de validation soient menées, pour celles qui présentent un potentiel plus pérenne.

Le conseil encourage par ailleurs le rapprochement entre producteurs, une meilleure articulation de leurs sources respectives et la poursuite des études croisées permettant d'enrichir les analyses macroéconomiques par des données individuelles. Il souhaite que ces études et leurs résultats, une fois consolidés, soient rendus publics et facilement accessibles. Il encourage une réflexion sur la façon dont ces données pourront être mises à disposition des chercheurs

Ce document rappelle l'historique des travaux du Cnis sur des thèmes proches ou connexes, et indique des travaux statistiques disponibles rendant compte de l'utilisation de données alternatives essentiellement dans le cadre de la production de statistiques publiques ou d'études économiques. Il est indicatif et n'a aucune prétention à l'exhaustivité.

1. Travaux effectués du côté du Cnis

Cette commission se tient dans le sillage d'une commission « Système financiers et financement de l'économie » précédente tenue le 27 mai 2021, [« Crise sanitaires, données massives et dispositifs statistiques innovants »](#) : le [Compte-Rendu](#), la synthèse et les présentations sont disponibles en ligne.

En amont, Un groupe de travail Insee-Cnis avait été tenu en 2016, donnant lieu à la publication du rapport n°143 du Cnis sur la [« réutilisation par le système statistique public des informations des entreprises »](#), publié en juin 2016 par Françoise Dupont et Stéphane Grégoir, évoquant l'utilisant des données de caisse, de carte bleue, de téléphonie mobile.

La commission « Entreprises et stratégies de marché » du 25 mars 2021 ([CR en ligne](#)) avait émis un avis favorable à la transmission électronique à l'Insee des données de caisse par les enseignes de la grande distribution alimentaire aux fins de calcul d'indices de chiffres d'affaires en remplacement des informations demandées par l'enquête Emagsa suite à présentation de la faisabilité du projet.

Par ailleurs, au-delà de l'analyse économique, ce thème est régulièrement évoqué dans le cadre des commissions Territoires et Environnement et Développement Durable.(cf. Avis de moyen terme recensés ci-dessous).

Récemment, la [commission Territoire du 6 juin 2024](#) s'est intéressée à l'estimation de la population présente sur le territoire.

Le groupe de travail Cnis « [L'usage des produits phytopharmaceutiques dans l'agriculture](#) » travaille depuis 2021 sur la possibilité de mobiliser des données issues de logiciel parcellaires pour étudier la faisabilité d'une alternative à la collecte par questionnaire.

2. Autres avis de commissions en lien avec l'utilisation de données privées ou alternatives, au-delà du diagnostic

Avis Général n° 9 : Donner un cadre à l'utilisation statistique de nouvelles sources de données

La crise sanitaire a renforcé l'intérêt de la mobilisation de l'ensemble des données disponibles, et notamment les sources privées, pour produire de manière réactive des statistiques adaptées et pertinentes.

Le Cnis demande que les administrations diffusant des statistiques d'intérêt général se coordonnent avec le service statistique public en matière de méthodes et de bonnes pratiques.

Il invite également le système statistique public et les détenteurs de données privées à établir des partenariats pour le partage de ces données en vue de développer de nouvelles statistiques en tant que de besoin. Il recommande de mettre en place un cadre adapté pour pérenniser l'utilisation des sources privées dans le contexte de l'évolution de la réglementation européenne. Le Conseil contribuera à assurer une concertation de qualité en amont sur les besoins et usages pertinents des données.

Avis Environnement et Développement Durable n°6 : Mesurer la rénovation énergétique des bâtiments

La rénovation énergétique des bâtiments est un des vecteurs de réduction des émissions de gaz à effet de serre et des consommations énergétiques. Le Conseil souligne l'importance de disposer de statistiques permettant d'évaluer l'efficacité des gestes et des politiques de rénovation énergétique. Le conseil incite les producteurs à combiner toutes les sources de données disponibles (données d'enquête, sources administratives, données privées de consommations d'énergie) pour mieux mesurer l'impact de la rénovation énergétique

Avis Environnement et Développement Durable n°7 : Suivre l'évolution du transport de marchandises

La décarbonation du secteur des transports représente un enjeu important dans la lutte contre le changement climatique.

Compte tenu de l'importance du transport de marchandises, le Conseil encourage les travaux visant à mieux mesurer le développement de la multimodalité dans ce secteur ainsi que les flux logistiques et leur évolution (dans un contexte notamment de développement du e-commerce). A cet égard, l'exploration de nouvelles sources de données, y compris privées, comme les traces numériques et la numérisation des documents de chargement, est encouragée, de même que l'analyse des expériences d'autres pays.

Avis Territoires n° 6 : Estimer la population présente sur le territoire

Le Conseil note que la seule mesure de la population résidente ne suffit pas pour capter la dynamique et l'attractivité d'un territoire, la fréquentation de ses équipements et l'utilisation de ses ressources. Dans ce contexte, le Conseil souhaite que l'ensemble des données publiques et privées soient mobilisées pour mesurer la population présente sur un territoire à différents moments de la journée, différents jours de la semaine ou mois de l'année.

Avis Territoires n° 7 : Documenter la mobilité des personnes et les enjeux pour les territoires

La mobilité des personnes est au cœur des enjeux d'aménagement du territoire. Elle renvoie à la question des transports qui structurent le territoire et à la mise en œuvre des politiques d'accessibilité et d'aménagement.

Le Conseil prend note de l'existence de nombreuses sources de données relatives aux déplacements domicile-travail des personnes. Il préconise d'enrichir les données relatives aux déplacements domicile-travail de longue distance et aux déplacements hors domicile-travail. La mobilité des étudiants, des retraités et des touristes mériterait d'être mieux documentée. Il suggère de mobiliser les sources de données existantes, y compris les données privées, et d'identifier les informations à recueillir pour tenir compte de l'ensemble des flux de personnes et pouvoir éclairer l'impact des mobilités sur l'action publique locale d'aménagement des territoires. Il renouvelle sa demande de mieux mettre à disposition et harmoniser les données sur les infrastructures et services de transports offerts sur chaque territoire, en particulier les infrastructures dédiées aux modes actifs ou partagés (autopartage, covoiturage, vélos en libre-service...), afin de permettre un meilleur suivi des effets des politiques publiques locales visant à décarboner les mobilités.

3. Du côté de l'Insee et de la Banque de France : billets de blog

Les billets de blog de l'Insee proposent depuis début 2020 de traiter d'un sujet de mesure de manière rapide et didactique. Plusieurs rendent compte de l'utilisation de données alternatives, nous les avons sélectionnés ici.

[Un Jackpot Olympique pour les locations de meublés de tourisme via les plateformes numériques?](#), 14 juin 2024, Philippe Askenazy, Insee, Alexandre Bourgeois, Insee

[Grâce à l'Union européenne, davantage de données pour les décideurs publics](#), 24 mai 2024, Olivier Biau, Insee, Marie-Pierre Joubert, Insee, David Lévy, Insee

[Utiliser les données bancaires pour disposer d'instantanés sur la situation financière des ménages](#), 15 mai 2024, Pauline Givord, Insee

[Tourisme : quand recherches Google et avis Airbnb viennent à la rescousse du statisticien](#), 28 janvier 2022, Pierre Girard, Insee

[Google en sait-il plus que l'Insee sur les Français ?](#), 18 décembre 2020, Jean-Luc Tavernier, Directeur général de l'Insee, Benoît Ourliac, Insee

[Nouvelles données pour suivre la conjoncture économique pendant la crise sanitaire : quelles avancées ? Quelles suites ?](#), 28 juillet 2020, Julien Pouget, Insee

[Que peut faire l'Insee à partir des données de téléphonie mobile ? Mesure de population présente en temps de confinement et statistiques expérimentales](#), 15 avril 2020, François Semecurbe, Insee, Milena Suarez Castillo, Insee, Lino Galiana, Insee, Élise Coudin, Insee, Mathilde Poulhes, Insee

Le bloc note éco de la Banque de France rend compte aussi de mobilisations de données alternatives dans des notes économiques

[Pourquoi et comment suivre la production de ciment par satellite](#), 8 Novembre 2023, Jean-Charles Bricongne, Banque de France, Baptiste Meunier, détachés BCE, Benjamin Lietti, doctorant à Paris-Saclay

[De nouveaux indicateurs de perception de l'inflation en France issus des médias](#), 27 Décembre 2022, Jean-Charles Bricongne, Olivier de Bandt, Annabelle De Gaye, Julien Denes, Paul Hubert, Pierre-Antoine Robert

Les cafés de la statistique avaient organisé en mars 2024 une présentation intitulée : « [Analyse macro-économique : peut-on se passer des enquêtes quantitatives ?](#) » par Olivier Garnier et Jean-Charles Bricongne, de la Banque de France (exposé introductif [disponible en vidéo](#))

2. Courriers des statistiques et Insee référence, et documents de travail de la Banque de France

Plusieurs autres articles méthodologiques ont été publiés sous un format permettant une analyse plus détaillée.

Courriers des statistiques.

[Dossier : utilisation des données privées à des fins statistiques](#), Courrier des statistiques n 13, 2025, à paraître (mai ou juin 2025)

Sources de données privées : panorama et perspectives ; Romain Lesur

Les données de téléphonie mobile - Une source de connaissance sur la population et ses déplacements
Marie-Pierre Joubert

Les données de transaction par carte bancaire CB - Quels apports possibles aux analyses conjoncturelles et territoriales ? Mathieu Boittelle, Émilie Cupillard, Alain Jacquot, Marie-Pierre Joubert et Florian Le Goff

[L'économie racontée par les données bancaires - Ce que nos relevés de comptes disent de nous](#), Odran Bonnet et Tristan Loisel, Courrier des statistiques N12 – 2024,

[Qu'est-ce qu'une donnée ? Impact des données externes sur la statistique publique](#), Pascal Rivière, chef de l'Inspection Générale, Insee, Courrier des statistiques N5 - 2020

[Utiliser les données de caisses pour le calcul de l'indice des prix à la consommation](#), Marie Leclair, cheffe de la division des Prix à la consommation, Insee, Courrier des statistiques N3 – 2019

Insee référence

[Données massives, statistique publique et mesure de l'économie](#), Didier Blanchet, Pauline Givord, Insee référence 2017, Données massives, statistique publique et mesure de l'économie. *Cet article synthétise les évaluations des apports de l'utilisation de données alternatives dans trois domaines : l'utilisation de Google Trends et de l'analyse textuelle de la presse pour la conjoncture, l'utilisation des données de caisse ou de prix sur internet pour l'indice des prix, la mesure de secteurs émergents comme le numérique.*

Banque de France, document de travail.

[Les banques centrales doivent-elles s'intéresser à l'analyse textuelle ? Une revue de la littérature](#), 10 Juin 2024, Jean-Charles Bricongne, Banque de France, Baptiste Meunier, Banque Centrale européenne, Raquel Caldeira, Paris 1

3. Autres travaux : autres intervenants et ressources pertinentes

Le Conseil d'Analyse Économique

[Le Conseil d'Analyse Économique \(CAE\)](#) effectue des analyses économiques qui visent à éclairer l'action publique. Depuis mi 2020, il mobilise des données de compte entreprises ou ménages du Crédit Mutuel pour donner un nouvel éclairage sur certaines questions économiques. Au total 13 études mobilisant ces données ont été publiées par le CAE entre mi 2020 et fin 2024, 7 analyses portant sur les ménages (situation financière globale, effets de l'inflation, consommation de carburants, effet rénovation des logements), 4 sur les entreprises (situation financière des TPE/PME, capacité de remboursement du prêt garanti par l'État, effets du choc énergétique), deux sur des secteurs : petits commerce et culture. Les trois dernières études publiées

[Prêt garanti par l'État : les entreprises pourront-elles rembourser ? Un éclairage à la mi-2024](#), 2024-10-10 , Basile Blanc - Circé Maillet - Hélène Paris - Ariane Salem

[Performance énergétique du logement et consommation d'énergie. Analyses complémentaires](#), 2024-06-18 ; (suivant une étude du 2024-01-10) Gabrielle Fack - Julien Fournel - Flavie Maisonneuve - Hélène Paris - Ariane Salem

La Chaire Mesures de l'économie, composante nowcasting

[La Chaire Mesures de l'économie, Nowcasting, au delà du PIB](#) a été créé au sein de PSE - École d'Économie de Paris, avec plusieurs partenaires (Insee, Société générale, Quantcube technology, Candriam), afin de contribuer au progrès des méthodes de la statistique économique, en favorisant la mobilisation de nouvelles sources et le développement d'outils de prévision à très court terme (Nowcasting), et en poursuivant les réflexions engagées depuis la commission Stiglitz sur un approfondissement de la mesure statistique de la performance économique et du bien-être (Au-delà du PIB). Dans ces deux composantes, l'objectif est de mieux répondre aux attentes des décideurs privés et publics et, plus largement, de la demande sociale sur ces sujets. Elle a organisé plusieurs journées d'études en particulier sur le Nowcasting, et des formations à propos de la mobilisation de l'Intelligence Artificielle à des fins de Nowcasting.

Le SSP-DataHub

De manière plus pointue, le **réseau des data scientists de la statistique publique** a un [site public](#) qui rend compte de certains travaux de mobilisation de données alternatives à des fins de production statistique. A noter, par exemple, les vidéos et supports des présentations de la deuxième journée du réseau, le [14 octobre 2024](#).

A noter en particulier, en lien avec le diagnostic économique, le projet d'évaluation des rendements agricoles porté par le Service statistique ministériel du Ministère de l'Agriculture, de la souveraineté alimentaire et de la Forêt. *"Le blé vu du ciel : images satellitaires et prédiction des rendements agricoles à l'échelle de la parcelle"*, et celui du Service statistique ministériel du Ministère du Travail et de l'Emploi : *« Scraper et retravailler les offres d'emploi en ligne pour permettre des analyses fines du marché du travail, le projet JOCAS »*